Art. 319 Objet du recours

Le recours est recevable contre:

a. les décisions finales, incidentes et provisionnelles de première instance qui ne peuvent faire l'objet d'un appel;

b. les autres décisions et ordonnances d'instruction de première instance:

1. dans les cas prévus par la loi,

2. lorsqu'elles peuvent causer un préjudice difficilement réparable;

c. le retard injustifié du tribunal.

Admission à l'assistance judiciaire - voies de recours ?
Si l'assistance judiciaire est accordée dans toute la mesure sollicitée, aucun recours ni appel immédiat n'est possible. En effet, seul le requérant est légitimé à recourir en la matière. Les autres parties pouvaient certes souhaiter un refus, qui aurait accru pour elles les chances que l'intéressé renonce à procéder ou le fasse mal. Toutefois, l'adversaire du requérant n'a qu'un intérêt de fait, et non un intérêt digne de protection, au sens de l'art. 59 al. 2 let. a CPC, à ce que l'assistance judiciaire soit refusée. Néanmoins, un intérêt digne de protection de la partie adverse à la décision octroyant l'assistance judiciaire existe lorsque cette décision implique une exonération de fourniture de sûretés. En outre, de telles ordonnances ne sont attaquables séparément du fond que lorsqu'elles sont susceptibles de causer un préjudice difficilement réparable (c. 1b) IIe Cour d'appel civil (FR) 102 2012-54 del 23.4.2012

Admission à l'assistance judiciaire - voies de recours ?
Die Gegenpartei kann gegen den die unentgeltliche Rechtspflege bewilligenden Entscheid Beschwerde gemäss Art. 319 lit. b Ziff. 2 ZPO führen, weil damit die gesuchstellende Partei von der Pflicht zur Sicherheits- leistung für die Parteientschädigung befreit wird (Art. 118 Abs. 1 lit. a ZPO) und der Gegenpartei dadurch ein nicht leicht wiedergut- zumachender Nachteil droht (E. 2). Obergericht, 4. Zivilkammer (AG) ZSU.2012.77 del 6.9.2012 in AGVE 2012-2 p. 29

Assistance judiciaire en procédure de conciliation - Voies et délais de recours - Qualité pour recourir - Effet rétroactif exceptionnel
La décision fixant la rémunération du mandataire d'office peut être attaquée par recours; le délai de recours est celui applicable à la procédure au fond, et l'avocat désigné a un droit de recours propre au sujet de sa rémunération équitable (c. 1). L'octroi de l'effet rétroactif à une requête d'assistance judiciaire gratuite en vue d'une procédure de conciliation ne doit être admis que de manière exceptionnelle. De plus, il faut qu'il soit requis et motivé de manière circonstanciée au moment de la requête. Dans le cadre de la préparation de la procédure de conciliation, il ne saurait être question de déployer préventivement une activité intense qui permettrait – le cas échéant – de gagner du temps dans une éventuelle procédure devant le Tribunal régional, procédure que l'institution de l'autorité de conciliation vise justement à éviter dans la mesure du possible (c. 2a). Cour supre 2e Chambre civile (BE) ZK 12 18 del 1.3.2012

Autorisation de proceder ou proposition de jugement? - Pouvoir d'examen de l'instance de recours
La decisione con la quale l'autorità di conciliazione autorizza l'istante ad agire è una decisione finale nell'ambito della conciliazione, impugnabile mediante appello o reclamo, a seconda del valore litigioso, da proporre nel termine di 30 giorni (art. 311 cpv. 1, 319 lett. a CPC). In applicazione degli art. 209-212 CPC, essa valuta se rilasciare l'autorizzazione ad agire (art. 209 CPC), se sottoporre alle parti una proposta di giudizio (art. 210 CPC) o, ancora se emanare di una decisione nel merito; la proposta di giudizio è un'opzione a disposizione dell'Ufficio di

conciliazione, di cui esso può avvalersi secondo il proprio libero apprezzamento, non sindacabile dall'autorità di ricorso. La rinuncia ad una proposta di giudizio appare comunque sostenibile laddove la parte convenuta non partecipa senza giustificazioni alla procedura di conciliazione. III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2011.18 del 16.5.2011

Avance de frais - Pouvoir d'examen de l'instance de recours

Le decisioni in materia di anticipazione delle spese sono impugnabili mediante reclamo (art. 103 CPC), da proporre, trattandosi di disposizioni di natura ordinatoria (art. 124 CPC), nel termine di 10 giorni all'autorità giudiziaria superiore (art. 321 cpv. 2 CPC). La tariffa per le spese giudiziarie è fissata dal Cantone (art. 96 CPC) e nella sua applicazione l'autorità giudicante dispone di un ampio potere di apprezzamento, l'istanza superiore chiamata a verificarne la legittimità potendo intervenire solo in caso di eccesso o di abuso di siffatto potere. III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2011.3 del 14.2.2011

Blâme - pas de recours

Per l'art. 128 CPC, solo la multa disciplinare è impugnabile mediante reclamo. La norma non prevede invece la possibilità di impugnare gli altri provvedimenti quali l'ammonimento o l'allontanamento. È quindi da ritenere che il rimedio del reclamo sia dato solo contro la multa disciplinare giusta l'art. 128 cpv. 1 e 4 CPC, ma non contro le altre sanzioni. Il reclamo contro un ammonimento è perciò irricevibile (c. 2). III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2012.42 del 18.6.2012 in RtiD I-2013 p. 808

Chose jugée - Décisions d'instruction - renonciation à recourir - effets ?

Wo ein prozessleitender Entscheid kraft einer besonderen Bestimmung weiterziehbar ist (wie die Verweigerung der unentgeltlichen Prozessführung: Art. 121 ZPO), kann die Beschwerde nur unmittelbar gegen den entsprechenden Entscheid ergriffen werden. Wer darauf verzichtet, muss sich dabei behaften lassen, dass er sich mit dem Entscheid abgefunden habe, und kann den Punkt mit dem Rechtsmittel gegen den Endentscheid nicht mehr aufwerfen. Bedarf es zum Weiterzug eines drohenden nicht leicht wiedergutzumachenden Nachteils (Art. 319 Abs. 1 lit. b Ziff. 2 ZPO), sollen die Parteien nicht gezwungen sein, vorsichtshalber das Rechtsmittel zu ergreifen, auf die Gefahr hin, dass die Beschwerdeinstanz die besonderen Voraussetzungen als nicht vorhanden beurteilt - solche Fragen können noch mit dem Rechtsmittel gegen den Entscheid thematisiert werden (freilich auch das nur dann, wenn nicht die Zwischen-Beschwerde ergriffen und die Rüge behandelt wurde: eine solche Beurteilung ist abschliessend) (E. 2.2.2). Obergericht II. Zvilkammer (ZH) PP120005-O/U del 14.3.2012 in ZR 2012 Nr. 28

Chose jugée - Décisions d'instruction - renonciation à recourir - effets ?

Le parti non sono obbligate ad impugnare qualsiasi decisione ordinatoria processuale pretorile – anche quando il pregiudizio difficilmente riparabile non è dato – per il solo timore di non poter più sollevare contestazioni in sede di appello. Al contrario, in caso di sentenza finale a lei sfavorevole, la parte potrà far valere un errato accertamento dei fatti o un'erronea applicazione del diritto da parte del Pretore con il rimedio giuridico dell'appello e sottoporre così al controllo dell'autorità superiore anche le decisioni ordinatorie processuali sulle prove (che non ha impugnato separatamente) contre le quali il reclamo era dato solo in caso di pregiudizio difficilmente riparabile (c. 2.4). III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2012.55 del 7.9.2012

Citation à l'audience - retard injustifié - recevabilité du recours

(Le recourant se plaint de ce que la requête de mesures protectrices de l'union conjugale qu'il a déposée ne sera traitée qu'à l'issue d'une audience fixée plus de deux mois plus tard.) La citation à l'audience est une ordonnance d'instruction, qui peut être attaquées par la voie du recours, lorsque celle-ci est prévue expressément par la loi ou lorsqu'elle peut causer un préjudice difficilement réparable. La question du préjudice difficilement réparable peut demeurer indécise en l'espèce, le recours étant de toute manière recevable en vertu de l'art. 319 let. c CPC (c. 3). S'il est vrai que la rapidité est inhérente à la procédure sommaire, on ne saurait, au moment d'apprécier le caractère adéquat d'un délai fixé ou de la date d'une audience, faire abstraction des procédés antérieurs et de l'enjeu du procès. Or, en l'espèce, ce n'est qu'après que la cause du recourant, relative notamment au droit de visite à l'égard de son fils, a été traitée à deux reprises par une ordonnance de mesures protectrices puis un jugement d'appel qu'une nouvelle requête de mesures protectrices a été formée. Dans ces circonstances, la nécessité de statuer au sujet de celle-ci avec une rapidité particulière ne s'imposerait que si le recourant pouvait se prévaloir d'éléments nouveaux importants qui le commanderaient (c. 5d) Chambre des recours civile (VD) HC / 2011 / 95 N. 1 del 18.2.2011 in JdT 2011-III p. 86

Décision de jonction - pas de recours

Die Vereinigung ist eine prozessleitende Verfügung im Sinne von Art. 319 lit. b ZPO. Sie bringt aber für die

Beteiligten keinen nicht leicht wiedergutzumachenden Nachteil. Obergericht II Zivilkammer (ZH) RU110002-O/U del 14.2.2011 in ZR 2011 p. 63

Décision finale partielle
Le "jugement sur moyen séparé" qui déclare prescrite une partie des prétentions d'un demandeur, le litige soumis à jugement au fond n'ayant plus pour objet que le solde (non prescrit), est un jugement final partiel qui tranche définitivement une partie du litige. Un tel jugement est sujet à recours immédiat, selon les voies prescrites alternativement pour l'appel ou le recours limité au droit. Autoritde recours en matie civile (NE) ARMC.2013.34 del 17.04.2013

Décision sur la substitution de partie - voies de recours
La décision relative à la substitution de parties n'est ni d'une décision finale, ni d'une décision incidente, ni d'une décision sur mesures provisionnelles, de sorte que la voie de l'appel n'est pas ouverte. Ce jugement doit ainsi être qualifié d'"autre décision", laquelle ne peut faire l'objet d'un recours que pour autant qu'elle soit susceptible de causer un préjudice difficilement réparable (c. 2.2). Cour de Justice Chambre civile (GE) ACJC/843/2012 del 8.6.2012

Découverte d'un motif de récusation après la clôture de la procédure - voie de recours
Wird ein Ausstandsgrund während der noch laufenden Frist zur Beschwerde (Art. 319 ff. ZPO) entdeckt, so ist dieser mit Beschwerde und nicht mit Revision geltend zu machen. Die Novenregelung von Art. 326 ZPO steht dem nicht entgegen (E. 3.4). Tribunale federale 5A_544/2013 del 28.10.2013 in DTF 139 III 466

Exception de faux - recours possible ?
Sebbene il CPC non preveda la decisione sull'autenticità di un documento, siffatta decisione è assimilabile a una disposizione ordinatoria processuale,di primcipio impugnabile con reclamo nel termine di dieci giorni in applicazione dei combinati art. 319 lett. b cifra 2 e 321 cpv. 2 CPC; il reclamante deve però provare che esiste il rischio di un pregiudizio difficilmente riparabile (art. 319 lett. b CPC). III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2011.51 del 7.10.2011

Expertise - Preuve à futur - Explication ou complément d'expertise - Voies de recours
La decisione che rifiuta la domanda di completazione o delucidazione della perizia (decisione di reiezione) è una decisione finale impugnabile mediante appello, oppure, se non è dato il valore litigioso di fr. 10'000.-, una decisione finale impugnabile mediante reclamo. La decisione che ammette l'istanza di completazione o delucidazione della perizia (decisione di accoglimento) non pone invece necessariamente fine alla procedura, ed è quindi una decisione incidentale o meglio una disposizione ordinatoria processuale ai sensi dell'art. 319 lett. b cifra 2 CPC, impugnabile mediante reclamo purchè sia dato il requisito del rischio di un pregiudizio difficilmente riparabile (c. 3). III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2012.50 del 20.8.2012 in RtiD I-2013 p. 811

Expertise - Preuve à futur - Voies de recours
La decisione con la quale il Pretore ammette o respinge l'istanza di assunzione di prova a titolo cautelare è anch'essa una decisione cautelare, impugnabile mediante appello, se il valore litigioso è di almeno fr. 10'000.- (c. 2) II Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 12.2012.41 del 16.5.2012 (N.B. contra?: III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2012.53 del 20.8.2012)

Expertise - Preuve à futur - Voies de recours - Préjudice difficilement réparable ?
La decisione di reiezione della domanda di assunzione di prove a titolo cautelare è una decisione finale impugnabile mediante appello, oppure, se non è dato il valore litigioso di fr. 10'000.-, una decisione finale giusta impugnabile mediante reclamo. La decisione invece che accoglie l'istanza di prova a futura memoria e ordina l'allestimento di una perizia a futura memoria nell'arco di una procedura indipendente non è una decisione finale, bensì una decisione incidentale o meglio una disposizione ordinatoria processuale ai sensi dell'art. 319 lett. b cifra 2 CPC, impugnabile mediante reclamo, soltanto quando vi è il rischio di un pregiudizio difficilmente riparabile (c. 2-4). III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2012.53 del 20.8.2012 (N.B. contra?: II Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 12.2012.41 del 16.5.2012)

Faillite en poursuite cambiaire - pas de recours
Potendo il debitore già fare capo al reclamo contro la decisione sull'opposizione al precetto esecutivo in via

cambiaria (art. 185 LEF), contro la decisione di fallimento cambiario è escluso il rimedio del reclamo ex art. 319 segg. CPC; rimane solo il ricorso al Tribunale federale. Camera esecuzione e fallimenti (TI) 14.2011.52 del 31.3.2011 in RtiD II-2011 p. 796

Inscription provisoire de l'hypothèque légale des artisans - frais - recours

Per l'art. 110 CPC, laddove il dispositivo sulle spese è impugnato in modo indipendente, è dato unicamente il rimedio del reclamo, ciò a prescindere se la controversia in sé è soggetta ad appello oppure a reclamo, e ciò nel medesimo termine per l'impugnazione del merito, trattandosi comunque di una decisione finale. Il proprietario che contesta il credito fatto valere dall'artigiano, ma che ammette il diritto di quest'ultimo a una garanzia provvisoria, non può essere ritenuto soccombente; in tal caso si giustifica di mettere a carico dell'artigiano le spese processuali relative alla procedura d'iscrizione provvisoria, riservata una diversa ripartizione nel successivo giudizio di merito. Per contro, nel caso in cui il proprietario ammette il credito di controparte nella procedura di iscrizione provvisoria, egli fa atto di acquiescenza ai sensi dell'art. 106 CPC e lo si può allora ritenere soccombente ai fini del giudizio su spese e ripetibili, come quando il proprietario si oppone sia al credito sia all'iscrizione dell'ipoteca provvisoria e l'iscrizione viene confermata. III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2011.37 del 28.7.2011

Intérêt digne de protection -Faillite sans poursuite préalable (art. 192 LP) - légitimation à recourir

Gegen den Entscheid des Konkursgerichts (Konkurseröffnung oder -aufschub) sind mithin nur die Parteien zur Beschwerde legitimiert. Dazu gehört der durch einen Verwaltungsratsbeschluss ermächtige Verwaltungsrat, nicht jedoch ein einzelnes Mitglied des Verwaltungsrates, auch wenn es dem Verwaltungsratsbeschluss, mit welchem die Bilanzdeponierung beschlossen wurde, nicht zugestimmt hat (E. 2.1). Ein Rechtsmittel gegen einen erstinstanzlichen Entscheid steht nur derjenigen Partei zu, die formell beschwert ist. Hat der Konkursrichter gestützt auf eine vom Verwaltungsrat beschlossene Deponierung der Bilanz dem eingereichten Konkursantrag entsprochen, hat sich die Aktiengesellschaft dieses Verhalten anrechnen zu lassen. Demgemäss fehlt es ihr an der formellen Beschwer zur Anfechtung des Konkursdekrets (E. 3.2) Obergericht II. Beschwerdeabteilung (ZG) del 29.11.2011 in GVP-ZG 2011 p. 325

Limitation de la procédure à des questions déterminées - recours - préjudice difficilement réparable: de fait aussi

Gemäss Art. 319 lit. b Ziff. 2 ZPO CH sind u.a. prozessleitende Verfügungen mit Beschwerde anfechtbar, wenn durch sie ein nicht leicht wieder gutzumachender Nachteil droht. Dabei genügen auch drohende Nachteile tatsächlicher und nicht nur rechtlicher Natur. So ist z.B. ein wirtschaftliches Interesse an der Aufhebung oder Abänderung der angefochtenen Verfügung wegen der drohenden Verteuerung des Verfahrens ausreichend (DIKE-Komm-ZPO, Art. 319 N 39). Dem Beschwerdeführer droht ein langwieriger, kostspieliger Zivilprozess, macht doch der Kläger geltend, der Zweitbeklagte habe gegen strafrechtliche Bestimmungen verstossen. Sollte noch ein Strafuntersuchungsverfahren eröffnet werden, so wäre mit der üblichen Sistierung des Zivilprozesses bis zum Abschluss des Strafverfahrens und folglich mit einer mehrjährigen Prozessdauer zu rechnen. Ferner droht dem Beschwerdeführer in diesem Fall durch die jahrelange Involvierung als Beklagter in einem Zivilprozess - ob berechtigt oder unberechtigt - eine Art Rufschädigung. Dies ist im Hinblick auf seine weitere Tätigkeit als (…) ein tatsächlicher Nachteil, der sich selbst bei einer späteren Abweisung der Klage nach durchgeführtem Schriftenwechsel und Beweisverfahren nicht wieder gut machen liesse. Somit sind die Voraussetzungen für die Beschwerdefähigkeit der angefochtenen prozessleitenden Verfügung erfüllt (E. 1.2). Bei der instruktionsrichterlichen Beschränkung des Prozessthemas geht es nicht nur um eine Vereinfachung des Prozesses durch Vorabbeurteilung von Rechtsfragen, wenn damit je nach Ausgang kostspielige Beweiserhebungen unterbleiben können, sondern auch um eine Prozessbeschleunigung durch Vorwegbehandlung solcher Rechtsfragen, die gegebenenfalls direkt zu einem Endurteil führen können, ohne dass zuvor über den ganzen Rechtsstreit ein Schriftenwechsel und ein Beweisverfahren stattfinden müsste (Art. 125 lit. a ZPO, E. 2.2). Kantonsgericht (BL) 410 11 279/ZWH del 15.11.2011 in BLKGE 2011-I Nr. 14 p. 75

Mesures d'exécution directe des mesures provisionnelles

Le misure d'esecuzione accompagnatorie (in casu: multa disciplinare di fr. 500.– per ogni giorno d'inadempimento ex art. 343 cpv. 1 lett. c CPC) vanno impugnate con lo stesso rimedio giuridico esperibile contro i provvedimenti cautelari. In seguito esse non possono più essere contestate; se mai il destinatario può eccepire in sede esecutiva, segnatamente davanti al giudice del rigetto definitivo dell'opposizione, che non sussiste una valida misura d'esecuzione. Non può ridiscutere invece l'adeguatezza delle misure d'esecuzione, salvo postulare davanti al giudice dei provvedimenti cautelari la modifica o la soppressione di questi ultimi (art. 268 cpv. 1 CPC). I Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 11.2011.108 del 24.8.2011 in RtiD 2012-I p. 958

Mesures superprovisionnelles - Confirmation des mesures pendant la procédure probatoire - pas de

recours -
Il provvedimento superprovvisionale - perché ordinato senza contraddittorio - non è impugnabile, e non lo è neanche il successivo decreto emesso nelle more istruttorie, cioè dopo contraddittorio ma durante l'assunzione delle prove. II Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 12.2012.28 del 6.3.2012 (N.B. contra: DTF 139 III 86)

Mesures superprovisionnelles - pas de recours
Une décision de mesures superprovisionnelles rendue par le juge civil n'est pas susceptible d'appel ni de recours auprès de la Cour civile. Tribunal cantonal (JU) cc 9/2011 del 4.2.2011 in RJJ 2011 p. 101

Mesures superprovisionnelles - Pas de recours
Provvedimenti superprovvisionali non possono essere oggetto di appello né di reclamo, poco importando che il provvedimento superprovvisionale sia stato concesso o rifiutato (c. 3). I Camera civile d'appello (TI) 11.2011.4 del 22.12.2011 in RtiD II-2012 p. 880 (N.B. La riserva in merito alla decisione che respinge la domanda di misure superprovvisionali è probabilmente superata da DTF 137 II 417)

Mesures superprovisionnelles- pas de recours
Le decisioni in materia di provvedimenti superprovvisionali non sono in linea di principio impugnabili con un ricorso al Tribunale federale, perché manca l'esaurimento del corso delle istanze cantonali nel senso dell'art. 75 cpv. 1 LTF (c. 1.2) e difetta di regola un interesse giuridico (art. 76 cpv. 1 lett. b LTF; consid. 1.4). Non possono essere oggetto neppure di appello né di reclamo cantonale, neppure in caso di reiezione (c. 1.3). Tribunale federale 4A_577/2011 del 4.11.2011 in DTF 137 III 417

Mesures superprovisionnelles- Refus du séquestre - Recours possible
La jurisprudence de la Ière Cour de droit civil publiée aux ATF 137 III 417 consid. 1.3 ne peut pas s'appliquer à la décision de refus du séquestre, car celle-ci clôt la procédure et n'est pas suivie d'une audience de mesures provisionnelles comme en procédure de mesures superprovisionnelles (art. 265 al. 2 CPC). Le recours des art. 319 ss CPC est ainsi ouvert en la matière, qu'il s'agisse d'une décision de refus de séquestre ou d'une décision sur opposition au séquestre (c. 3.1). Tribunale federale 5A_508/2012 del 28.8.2012 in RSPC 2013 p. 83

Mesures superprovisionnelles- Suspension de la poursuite (art. 85a LP) - Recours possible
La jurisprudence publiée à l'ATF 137 III 417 ne peut pas être appliquée sans réserve en matière de poursuite pour dettes et faillite. La décision de mesures superprovisionnelles en matière de suspension de la poursuite constitue une exception à cette règle, car si le juge rejette la requête d'extrême urgence et que la faillite du poursuivi est prononcée, aucune décision de mesures provisionnelles ne pourra se substituer à celle refusant la suspension à titre préprovisoire. Le refus de la suspension de la poursuite à titre de mesures superprovisionnelles est une décision qui doit, par exception, pouvoir faire l'objet d'un recours, cas échéant, jusqu'au Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile, si la valeur litigieuse est suffisante (c. 1.2). Tribunale federale 5A_473/2012 del 17.8.2012 in RSPC 2013 p. 75

Obligation de motiver incombant au recourant - Décisions d'instruction - préjudice difficilement réparable
Die Voraussetzungen für die Anfechtung einer prozessleitenden Verfügung müssen in der Beschwerdeschrift substantiiert dargelegt werden und es ist aufzuzeigen, inwiefern der betroffenen Partei ein nicht leicht wiedergutzumachender Nachteil droht. Dies bedingt einerseits die konkrete Umschreibung des mit der Verfügung verbundenen, erheblichen Nachteils. Andererseits sind Ausführungen zur Frage notwendig, inwiefern und warum sich dieser Nachteil später nicht mehr leicht wiedergutmachen lassen soll (E. 2). Obergericht Zivilkammer (SO) ZKBES.2012.110 del 28.6.2012

Opposition pour non-retour à meilleure fortune - pas de recours
En vertu de l'art. 265 a al. 1 LP la décision prise en procédure sommaire sur le retour à meilleure fortune (art. 251 let. d CPC) n'est sujette à aucun recours (cantonal). Il s'agit là d'une norme spéciale qui déroge au principe de la double instance et à l'exigence d'un tribunal supérieur, posés à l'art. 75 al. 2 LTF. Recevabilité du recours au Tribunal fédéral. Tribunale federale 5D_153/2011 del 21.11.2011 in DTF 138 III 44

Opposition pour non-retour à meilleure fortune - Répartition des frais
Conformément à l'art. 265a al. 1 LP - dans sa teneur en vigueur depuis le 1er janvier 2011 - la décision rendue en procédure sommaire (art. 251 let. d CPC) sur le retour à meilleure fortune n'est "sujette à aucun recours"

(cantonal); cette solution rejoint celle que la jurisprudence avait déduite de l'ancienne version de cette disposition (ATF 126 III 110 consid. 1b; ATF 131 I 24 consid. 2.2; ATF 134 III 524 consid. 1.2). Cependant, la loi ne vise que l'hypothèse d'une décision matérielle sur l'existence du retour à meilleure fortune; tel n'est pas le cas lorsque - comme en l'occurrence - seule la répartition des frais et dépens de la procédure de première instance est litigieuse . En effet, en vertu de l'art. 110 CPC, la décision du premier juge pouvait faire l'objet d'un recours au sens des art. 319 ss CPC (E. 2.2). Tribunale federale 5A_35/2012 del 7.3.2012 in DTF 138 III 130

Ordonnance de preuve - préjudice difficilement réparable

Geltend gemacht werden können nicht nur rechtliche, sondern auch tatsächliche Nachteile. Die unzutreffende Abweisung eines Beweisantrages kann zum Beispiel dann einen schwer wiedergutzumachenden Nachteil zur Folge haben, wenn der Beweis später nicht mehr abgenommen werden könnte (zum Beispiel Zeuge liegt im Sterben) oder wenn eine wesentliche Beweiserschwerung droht (zum Beispiel Vernichtung von Unterlagen). Grundsätzlich ist die Nichtabnahme eines Zeugen jedoch mit der Anfechtung des End- oder Zwischenentscheids zu rügen. Rein tatsächliche Nachteile wie die Verfahrensverlängerung oder – verteuerung reichen aber nicht aus (E. 1e) Kantonsgericht II. Zivilkammer (GR) ZK2 11 63 del 20.6.2012

Ordonnance de preuve - préjudice difficilement réparable (de fait aussi) - refus d'ordonner une expertise ?

Contrariamente alla giurisprudenza all'art. 93 cpv. 1 lett. a LTF – nel caso dell'art. 319 lett. b cifra 2 CPC occorre ritenere dato un pregiudizio difficilmente riparabile sia in presenza di un pregiudizio giuridico che di fatto. Ad ogni modo determinante non è la natura del pregiudizio, bensì la sua rilevanza nel processo, che dev'essere esaminata in concomitanza con la censura di errata applicazione del diritto (art. 320 CPC, lett. a) e/o l'accertamento manifestamente errato dei fatti (lett. b); inoltre il pregiudizio deve essere concreto, di essenziale rilievo per l'andamento del processo e non deve poter – interamente o parzialmente – essere riparato neppure mediante una successiva sentenza finale favorevole. La decisione del Pretore di negare l'allestimento della terza perizia richiesta dal convenuto non genera il rischio di un pregiudizio difficilmente riparabile, in particolare non provoca una dilatazione dei tempi di causa né un aumento dei costi peritali (pregiudizi di fatto), bensì – al contrario – cerca di rispettare il principio di celerità previsto dal CPC, rifiutando una perizia che secondo l'apprezzamento del giudice di prime cure non serve a comprovare i fatti oggetto della vertenza. III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2011.69 del 3.2.2012 in RtiD II-2012 p. 882

Ordonnance de preuve - préjudice difficilement réparable - admission d'une expertise

L'assunzione della perizia giudiziaria sui difetti delle macchine e la relativa quantificazione del minor valore comporta costi elevati e contribuisce a ritardare notevolmente il corso della procedura. Il pregiudizio appare concreto, di essenziale rilievo per l'andamento del processo e non può essere sanato neppure mediante una successiva sentenza finale favorevole. Si può quindi ritenere dato il rischio di un pregiudizio difficilmente riparabile (c. 3.4) III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2011.95 del 24.2.2012 in RtiD II-2012 p. 884

Ordonnance de preuve - préjudice difficilement réparable - admission d'une preuve illégale ?

L'ammissione di una prova contraria alla legge può cagionare un pregiudizio difficilmente riparabile ? No, secondo la III Camera civile, secondo la quale una violazione del diritto non conduce ipso facto a un pregiudizio a discapito della parte colpita dalla violazione. Una sentenza finale favorevole può infatti porre rimedio all'applicazione errata del diritto (c. 2.4.3).. III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2012.106 del 22.3.2013

Ordonnance de preuve - préjudice difficilement réparable - Production forcée des pièces

Nel caso in rassegna la reclamante rimprovera al Pretore di aver ammesso il richiamo indeterminato dalla F. del fascicolo riguardante la vicenda H. contro RE 1, concedendo all'attore la possibilità di visionare documentazione estranea alla sua relazione bancaria. È pur vero che se venissero rivelati i nomi degli altri clienti della banca – gli stessi essendo a loro volta tutelati dal diritto bancario – ciò potrebbe ledere i loro legittimi interessi e causare un danno economico alla convenuta, ragione per cui deve essere ritenuto dato il rischio di un pregiudizio difficilmente riparabile (c. 2.4). III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2012.63 del 27.9.2012

Ordonnance de preuve - préjudice difficilement réparable - Production forcée des pièces - secrets commerciaux

Ein nicht leicht wiedergutzumachender Nachteil kann nicht nur bei unzutreffender Abweisung eines Beweisantrages vorliegen, sondern auch dann, wenn ein Beweisantrag zu Unrecht gutgeheissen wird. Dies ist namentlich dann der Fall, wenn die Editionsanordnung des Gerichts das Privat- oder Geschäftsgeheimnis einer Partei verletzt oder einen verpönten Ausforschungsbeweis zulässt, ausserdem, wenn eine

Beweisabnahmeanordnung des Gerichts die Mitwirkungspflichten bzw. Verweigerungsrechte von Parteien und Dritten gemäss Art. 160 ff. ZPO verletzt (E. 1.2). Kantonsgericht (BL) 410 12 286 del 19.11.2012

Ordonnance de preuve - préjudice difficilement réparable - Production forcée des pièces de la partie adverse

Die Gesuchstellerin geht offenbar davon aus, dass ihr Privatgeheimnis verletzt würde. Die Gesuchstellerin verkennt allerdings die Rechtsnatur der Editionsanordnung der Vorinstanz. Mit der angefochtenen Verfügung soll ihre Mitwirkung nicht durchgesetzt werden, wie die Gesuchstellerin behauptet. Im Weigerungsfalle drohte ihr – wie dargelegt – einzig, dass die Vorinstanz ihr Verhalten im Rahmen der Beweiswürdigung berücksichtigt. Einen nicht leicht wiedergutzumachenden Nachteil stellte dies nicht dar. Eine Partei, die mit der Begründung, eine Mitwirkungsobliegenheit verletzt zu haben, einen prozessualen Nachteil erfährt, kann daher grundsätzlich erst den Endentscheid wegen falscher Beweiswürdigung anfechten (E. 6c). Obergericht, I. Zivilkammer (ZH) PC120009 del 27.2.2013

Ordonnance de preuve - préjudice difficilement réparable - refus de citer des témoins ?

La reclamante sostiene che il rischio di un pregiudizio difficilmente riparabile consiste nel provocarle la soccombenza nella causa perché la circostanza di non sentire i summenzionati testi la priverebbe della facoltà di dimostrare secondo l'art. 8 CC un fatto rilevante. Ma il temuto rischio di soccombere in causa è comunque insito nella procedura giudiziaria stessa e il fatto che potrebbe condurre a una decisione finale sfavorevole non costituisce un pregiudizio difficilmente riparabile; in effetti, paventando la propria soccombenza nella causa, la reclamante anticipa in modo inammissibile la decisione di merito, non ancora emessa e con la quale le domande della reclamante potrebbero essere accolte, riparando così il paventato pregiudizio. III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2012.22 del 4.7.2012

Ordonnance de preuve - préjudice difficilement réparable - refus de citer des témoins ?

Il reclamante intravvede l'esistenza di un pregiudizio difficilmente riparabile ipotizzando che qualora l'istanza superiore dovesse concludere che alcune testimonianze avrebbero dovuto essere raccolte, sarebbe necessario riaprire l'istruttoria, ciò che causerebbe un notevole dispendio di tempo; ciò non è però determinante. In effetti, il tempo necessario per una successiva assunzione delle prove rifiutate dal Pretore non costituisce un aggravio, considerato che il medesimo tempo avrebbe dovuto comunque essere investito qualora le medesime prove fossero state assunte immediatamente. L'ipotesi di un maggior dispendio di tempo derivante dalla necessità di doversi nuovamente chinare su una procedura già chiusa non è invece motivo sufficiente da giustificare la richiesta di assunzione di tutte le prove, trattandosi, anche qui, di una problematica che si pone in tutti i procedimenti. Pregiudizio difficilmente riparabile negato (c. 3.5) III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2012.17 del 22.5.2012

Ordonnance de preuve - préjudice difficilement réparable - refus de citer des témoins ?

La notion de préjudice difficilement réparable au sens de l'art. 319 let. b ch. 2 CPC s'apprécie par rapport aux effets de la décision incidente sur la procédure principale. Ainsi, l'art. 319 let. b ch. 2 CPC ne vise pas seulement un inconvénient de nature juridique, imminent, mais toute incidence dommageable, y compris financière ou temporelle, pourvu qu'elle soit difficilement réparable. L'interprétation de cette notion doit toutefois se faire de manière restrictive. La décision de refus d'auditionner un témoin pouvant être remise en cause par la partie à laquelle la décision au fond subséquente n'octroierait pas le plein de ses conclusions, elle ne cause pas de préjudice difficilement réparable. Ie Cour d'appel civil du Tribunal cantonal (FR) 101 2012-137-138 del 11.6.2012

Ordonnance de preuve - préjudice difficilement réparable - refus de production forcée de pièces

Der nicht leicht wieder gutzumachende Nachteil kann gemäss der Praxis der Kammer, welche der herrschenden Lehre entspricht, nicht nur rechtlicher, sondern auch tatsächlicher Natur sein (E. 1.3.2). Grundsätzlich ist bei der Annahme eines drohenden und nicht leicht wieder gutzumachenden Nachteils Zurückhaltung angebracht. Die Beschwerde ist gegen Beweisverfügungen insgesamt nur ausnahmsweise zulässig (E.1.3.3). Wenn eine wesentliche Beweiserschwerung etwa im Sinne der Vernichtung von Unterlagen droht, kann das Vorliegen eines nicht leicht wieder gutzumachenden Nachteils bejaht werden. Jedenfalls vermag aber die blosse allgemeine Mutmassung, die Gegenpartei könnte Unterlagen vernichten, weil sie nicht zu deren Aufbewahrung verpflichtet sei, nicht zu genügen (E. 1.3.5). Obergericht II. Zivilkammer (ZH) PE110026 del 6.2.2012

Ordonnance de preuve - voies de recours - préjudice difficilement réparable

Beweismittelentscheide können nur angefochten werden , wenn ein nicht leicht wieder gutzumachenden Nachteil

droht (Art. 319 lit. b Ziff. 2 ZPO) (E. 2a). Der Nachteil ist nicht wieder gutzumachen, wenn er rechtlicher Natur ist, was der Fall ist, wenn er sich auch mit einem späteren günstigen Endentscheid nicht oder nicht gänzlich beseitigen lässt (BGE 137 III 380 E. 1.2.1 und 2.2 mit Hinweisen). Auch drohende Nachteile tatsächlicher Natur können genügen, insbesondere wenn die Lage der betroffenen Partei durch den angefochtenen Entscheid erheblich erschwert wird. Der Begriff des nicht leicht wieder gutzumachenden Nachteils ist restriktiv auszulegen, da der Beschwerdeführer grundsätzlich immer die Möglichkeit hat, die streitige Verfügung zusammen mit der Hauptsache anzufechten. In diesem Bereich ist die Unzulässigkeit der Beschwerde die Regel und die Zulässigkeit die Ausnahme (E. 2b). Die Gefahr des „Nichtdurchdringens" besteht für jede Partei in jedem Verfahren; dies stellt aber keinen nicht wieder gutzumachenden Nachteil dar. Der strittige Beweismittelentscheid kann alsdann mit dem Endurteil (Hauptsache) angefochten werden, weshalb den Beschwerdeführern keinerlei nicht leicht wieder gutzumachender Nachteil entsteht (E. 2c). Kantonsgericht I. Zivilrechtliche Abteilung (VS) TCV C3 11 125 del 7.11.2011 in RVJ 2012 p. 138

Qualification d'une décision d'irrecevabilité - préjudice irréparable et préjudice difficilement réparable

Betrifft der Nichteintretensentscheid eine Beschwerde gegen eine verfahrensleitende Zwischenverfügung, kann er lediglich den Streit um den Gegenstand der Zwischenverfügung und nicht das Hauptverfahren beenden; ein solcher Nichteintretensentscheid ist daher seinerseits als Zwischenentscheid einzustufen (c.1.1). Das Verzicht auf einen Einigungverhandlung im Scheidungsvefahren kann einen nicht wieder gutzumachenden Nachteil bewirken (c. 1.2.4); es kann erst recht einen nicht leicht wieder gutzumachenden Nachteil gemäss Art. 319 lit. b Ziff. 2 ZPO nach sich ziehen (c. 2.2). Tribunale federale 5A_233/2011 del 5.8.2011 in DTF 137 III 380

Radiation du rôle - Voies de recours - Incompétence de l'autorité de conciliation

Gegen einen Abschreibungsbeschluss zufolge Gegenstandslosigkeit steht das Rechtsmittel der Beschwerde offen (Art. 242 ZPO; E. 1). Das Kantonsgericht Basel-Landschaft, Abteilung Zivilrecht, hält dafür, dass das Friedensrichteramt gehalten ist, bei Eingang eines Schlichtungsgesuchs ihre Zuständigkeit zumindest summarisch zu prüfen. Insbesondere die sachliche und funktionelle Zuständigkeit, die bestimmt, welches der an einem Ort bestehenden Gerichte zur Entscheidung einer Streitsache berufen ist und im Rahmen eines Verfahrens in den verschiedenen Verfahrensstadien zuständig ist, muss bei Eingang eines Gesuchs überprüft werden. Bei offensichtlich fehlender sachlicher/funktioneller Zuständigkeit erscheint es angezeigt, der klagenden Partei vor der Durchführung einer Verhandlung diesen Umstand anzuzeigen und Gelegenheit zur Stellungnahme bzw. zum Rückzug des Gesuchs einzuräumen (E. 2.3). Kantonsgericht (BL) 410 11 103/LIA del 21.6.2011 in BLKGE 2011-I Nr. 10 p. 59

Radiation du rôle pour défaut du demandeur à l'audience de conciliation: décision finale - voies de recours

La decisione con la quale l'autorità di conciliazione stralcia la causa dal ruolo perché priva d'oggetto chiude la procedura medesima sicché costituisce una decisione finale, impugnabile mediante appello o reclamo, a seconda del valore litigioso, da proporre nel termine di 30 giorni (art. 311 cpv. 1, 319 lett. a CPC). Se però il ricorrente sostiene di non aver potuto presenziare all'udienza per giustificati motivi, la questione va fatta valere con una domanda di restituzione del termine, da inoltrare all'Ufficio di conciliazione entro 10 giorni dalla cessazione del motivo dell'inosservanza rendendo verosimile di non aver colpa nella mancata comparsa all'udienza (art. 148 CPC), e non invece mediante reclamo, che risulta irricevibile. III camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2011.25 del 16.5.2011 (N.B. contra: TF 4A_131/2013 del 3.9.2013 E. 2.2.2.2)

Radiation du rôle pour défaut du demandeur à l'audience de conciliation: décision finale - voies de recours

A teneur de l'art. 308 al. 1 let. a CPC, l'appel est recevable contre les décisions finales. Selon la jurisprudence relative à l'art. 90 LTF, lequel concerne la recevabilité des recours au Tribunal fédéral, la décision finale est celle qui met formellement un terme à l'instance, et plusieurs auteurs exposent que cette notion de la décision finale doit être transposée au domaine de l'art. 308 al. 1 let. a CPC. Une décision rayant la cause du rôle, selon les art. 206 al. 1 et 3, 234 al. 2, 241 al. 3 ou 242 CPC, est à cette aune une décision finale; elle a même pour seul but de terminer formellement l'instance. En doctrine la question est controversée, mais cette discussion résulte d'une équivoque entre deux notions de la décision finale: certains auteurs mettent en oeuvre celle consacrée par l'art. 90 LTF; d'autres voient dans l'art. 236 al. 1 CPC une définition plus restrictive et ils la tiennent pour pertinente. Pourtant, avec cette disposition-ci, relative à la tâche du tribunal lorsque la cause est en état d'être jugée, le Conseil fédéral n'envisageait pas d'introduire une définition nouvelle et divergente; il se référait au contraire à l'art. 90 LTF (Message du 28 juin 2006, p. 6951 ad art. 232 à 236) (c. 7.2). Tribunale federale 4A_137/2013 del 7.11.2013 in destinpublication aux DTF (N.B. contra: TF 4A_131/2013 del 3.9.2013 E. 2.2.2.2)

Radiation du rôle pour défaut du demandeur à l'audience de conciliation: ordonnance d'instruction - voies de recours

Die Abschreibung des Schlichtungsverfahrens als gegenstandslos wegen Säumnis des Klägers infolge Nichterscheinens an der Schlichtungsverhandlung gemäss Art. 206 Abs. 1 ZPO ist eine prozessleitende Verfügung besonderer Art dar und untersteht nach Massgabe von Art. 319 lit. b ZPO der Beschwerde. Da das Gesetz die Anfechtbarkeit einer Abschreibungsverfügung nach Art. 206 Abs. 1 ZPO nicht vorsieht (Art. 319 lit. b Ziff. 1 ZPO), steht die Beschwerde gegen eine solche Verfügung nach Art. 319 lit. b Ziff. 2 ZPO offen, wenn durch die Verfügung ein nicht leicht wiedergutzumachender Nachteil droht. Ein nicht leicht wiedergutzumachender Nachteil kann dem Kläger beispielsweise entstehen, wenn die erneute Einreichung eines Schlichtungsgesuchs verspätet ist, weil infolge des Ablaufs einer Verwirkungsfrist bei Abschreibung des Schlichtungsverfahrens ein materieller Rechtsverlust eingetreten ist (E. 2.2.2.2). Tribunale federale 4A_131/2013 del 3.9.2013 in SZZP 2013 p. 484 (N.B. contra: TF 4A_137/2013 del 7.11.2013 c. 7.2)

Recours - pas de reformatio in peius

In sede di reclamo dell'istante contro la decisione che concede il rigetto provvisorio dell'opposizione solo per parte del credito non è possibile esaminare la fondatezza del rigetto per la parte concessa in prima istanza (divieto della reformatio in peius). Camera di esecuzione e fallimenti del Tribunale d'appello (TI) 14.2011.116 del 23.8.2011 in RtiD 2012-I p. 980

Recours en matière d'avance de frais - effet suspensif

Die aufschiebende Wirkung muss eine Ausnahme bleiben. Die Höhe des Kostenvorschusses legt weder die Höhe der dereinst festzusetzenden Kosten noch deren Auferlegung definitiv fest. Übersteigt der Vorschuss die Möglichkeiten des Klägers, steht ihm das Instrument der unentgeltlichen Prozessführung zur Verfügung (E. 5). Obergericht II. Zivilkammer (ZH) PS110182 del 1.11.2011

Récusation de l'expert - voies de recours

La decisione sulla domanda di ricusazione di un perito giudiziario, il quale rientra nella definizione di "persona che opera in seno a un'autorità giudiziaria" ai sensi dell'art. 47 e segg. CPC (cfr. art. 183 cpv. 2 CPC) è impugnabile mediante reclamo. III Camera civile del Tribunale di appello (TI) 13.2011.94 del 11.1.2012

Récusation de l'expert - voies de recours

Für eine sachverständige Person gelten die gleichen Ausstandsgründe wie für die Gerichtspersonen (vgl. Art. 183 Abs. 2 ZPO). Hält das Gericht die angeführten Ausstandsgründe für unbegründet und ernennt es daher den Vorgeschlagenen trotzdem zur sachverständigen Person, dann ist dieser Entscheid gemäss Art. 50 Abs. 2 ZPO mit Beschwerde anfechtbar (E. 2.1) Obergericht II. Zivilkammer (ZH) PF120017 del 10.5.2012 in CAN 2012 p. 85

Récusation de l'expert - voies de recours - péremption du motif de récusation

Für sachverständige Personen gelten die gleichen Ausstandsgründe wie für Gerichtspersonen (Art. 183 Abs. 2 ZPO). Entscheide über (bestrittene) Ausstandsbegehren betreffend Gerichtspersonen sind zwar mit Beschwerde anfechtbar (Art. 50 Abs. 2 ZPO). Es kann daraus aber nicht unbesehen geschlossen werden, die Beschwerde sei auch gegen die Ernennung von Sachverständigen generell zuzulassen, sofern dabei Ausstandsgründe gemäss Art. 47 ZPO geltend gemacht werden (Frage offen gelassen). Wird das bereits erstattete Gutachten angefochten bzw. ersucht eine Partei um Anordnung eines neuen Gutachtens, ist eine hierauf erlassene erstinstanzliche Verfügung in der Regel nur mittels Beschwerde anfechtbar, wenn durch die angefochtene Verfügung ein nicht leicht wiedergutzumachender Nachteil droht (E. 5). Eine Partei, welche Ablehnungsgründe in „Reserve" hält, um diese nach der Kenntnisnahme eines für sie nachteiligen Gutachtens nachzuschieben, handelt treuwidrig und rechtsmissbräuchlich. Säumnis in diesem Sinne hat die Verwirkung des Ablehnungsgrunds zur Folge (E. 3). Obergericht 2. Zivilkammer (BE) ZK 12 26 del 2.2.2012

Récusation de l'expert - voies de recours - péremption du motif de récusation

Aus Art. 50 Abs. 2 ZPO kann nicht ohne Weiteres geschlossen werden, die Beschwerde sei auch gegen Ausstandsentscheide betreffend Sachverständige generell zuzulassen, sofern dabei Ausstandsgründe nach Art. 47 ZPO geltend gemacht werden. Gegen die sachverständige Person sollen zumindest dann noch Einwendungen in Form eines Ausstandsgesuchs erhoben werden können, wenn erst nach ihrer Ernennung Grund dazu erstanden ist (E. 2). Kantonsgericht II. Zivilkammer (GR) ZK2 12 12 del 19.4.2012

Refus de l'assistance judiciaire - Défaut de qualité pour recourir de l'avocat

Il diritto all'assistenza giudiziaria è di natura strettamente personale e titolare del diritto è esclusivamente la parte al

processo che adempie i requisiti di legge; di conseguenza, legittimato a ricorrere contro la decisione di diniego dell'assistenza giudiziaria è unicamente la parte, non il suo avvocato. III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2012.69 del 6.9.2012 in RtiD I-2013 p. 807

Refus de l'assistance judiciaire - voie de reours - Avis aux débiteurs (art. 291 CC)
In Ticino, le decisioni che rifiutano o revocano totalmente o parzialmente il gratuito patrocinio sono impugnabili mediante reclamo alla terza Camera civile del Tribunale d'appello. La domanda di assistenza giudiziaria essendo trattata con la procedura sommaria, il termine di impugnazione giusta l'art. 321 cpv. 2 CPC è di 10 giorni. Nella procedura di diffida ai debitori nel caso in cui un genitore trascuri i propri doveri verso i figli (art. 291 CC), se non presenta particolare complessità o difficoltà, il convenuto non necessita dell'assistenza di un legale. III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2011.19 del 4.5.2011 in RtiD II-2012 p. 869

Refus de prolongation d'un délai - préjudice difficilement réparable ?
Die selbständige Anfechtung der verweigerten Fristerstreckung ist in aller Regel ausgeschlossen, da für solche Entscheide kaum Gründe denkbar sind, welche zu einem nicht wiedergutzumachenden Nachteil führen, weshalb sie grundsätzlich erst im Rahmen des Hauptrechtsmittels gegen den Endentscheid anfechtbar sind. Die Nichtberücksichtigung der Eingabe des Klägers ist kein Nachteil, welcher mit dem Hauptrechtsmittel nicht wiedergutzumachen wäre. Kantonsgericht (SZ) ZK2 2012 79 del 27.12.2012 in EGV-SZ 2012 p. 21

Refus de suspendre le procès - préjudice difficilement réparable ?
Seul le prononcé d'une suspension tombe dans le champ de l'art. 319 let. b ch. 1, un refus de suspendre ne pouvant faire l'objet d'un recours que dans la mesure où il serait susceptible de causer un préjudice difficilement réparable. La notion de "préjudice difficilement réparable" est plus large que celle de préjudice irréparable au sens de l'art. 93 al. 1 let. a LTF relatif aux recours dirigés contre des décisions préjudicielles ou incidentes, dès lors qu'elle ne vise pas seulement un inconvénient de nature juridique, mais toute incidence dommageable (y compris financière ou temporelle), pourvu qu'elle soit difficilement réparable. L'instance supérieure doit se montrer exigeante, voire restrictive, avant d'admettre l'accomplissement de cette dernière condition, sous peine d'ouvrir le recours à toute décision ou ordonnance d'instruction, ce que le législateur a clairement exclu. Une simple prolongation de la procédure ou un accroissement des frais ne constitue pas un préjudice difficilement réparable (c. 2) Cour de Justice Chambre civile (GE) ACJC/111/2012 del 26.1.2011

Réponse prolixe - Recours - préjudice difficilement réparable
Es stellt keinen nicht leicht wiedergutzumachenden Nachteil dar, wenn sich eine Par-tei mit einer weitschweifigen Eingabe (Klageantwort mit einem Umfang von 1343 Seiten) befassen und diese beantworten muss (E. II/3 und 4.) Nach einer Klageschrift von 70 Seiten ist eine Klageantwort von (je nach Zählung) 1300 bis 1500 Seiten grundsätzlich weitschweifig, so auch im konkreten Fall. Maximal 500 Seiten müssten genügen. (E II/6)
Obergericht, II. Zivilkammer (ZH) RB130002 del 21.3.2013

Restitution en cas de décision
Trattandosi della richiesta di restituzione del termine per compiere un atto davanti al primo giudice, segnatamente il rifacimento dell'udienza di contraddittorio, spetta allo stesso giudice di prime cure determinarsi al riguardo (art. 148 cpv. 1 CPC). Questa specifica competenza è data anche nel caso in cui lo stesso giudice abbia, come avvenuto nella fattispecie in esame, già pronunciato il proprio giudizio finale. Il reclamo presentato contro la sentenza va dunuqe trattato come domanda di restituzione per nuova udienza ad avvenuta pronuncia della decisione finale, e deve perciò essere trasmesso per competenza al primo giudice. Camera di esecuzione e fallimenti del Tribunale d'appello (TI) 14.2011.197 del 9.1.2012 in RtiD II-2012 p. 896

Restitution en cas de décision entrée en force - Pas de recours
L'istituto della restituzione si applica per un periodo di sei mesi anche alle inosservanze che hanno condotto ad una decisione contumaciale passata in giudicato. Il giudice può in questi casi annullare la decisione senza che ciò comporti un pericolo per la sicurezza del diritto e il processo viene rimesso nella situazione in cui si trovava prima dell'inosservanza (c. 5). Per l'art. 149 CPC contro il provvedimento relativo alla restituzione non è data né possibilità d'impugnativa ex art. 319 lett. b n. 2 CPC, né possibilità di postularne la modifica in applicazione del principio generale valido per le disposizioni ordinatorie. In altre parole, la decisione non può essere impugnata in maniera autonoma, bensì unicamente con la decisione finale di merito (c. 6-7). III Camera civile del Tribunale d'appello (TI) 13.2011.22 del 6.6.2011 in RtiD II-2012 p. 870

Retard injustifié - dépens

Le recours pour retard injustifié au sens de l'art. 319 let. c CPC n'est pas dirigé contre la partie adverse, mais contre le tribunal lui-même, qui refuse de statuer ou tarde à le faire dans le cadre du procès civil en cours. A ce titre, comme cela prévaut sous l'empire de l'art. 68 al. 1 LTF et sous l'ancienne OJ depuis 1969, si le recours est admis, des dépens doivent être mis à la charge du canton en vertu de l'art. 106 al. 1 CPC, à moins que, conformément à l'art. 116 CPC, le droit cantonal n'ait exonéré le canton de devoir supporter des dépens (c. 3.3) Tribunale federale 5A_345/2013 del 19.9.2013 in DTF 139 III 471

Uniquement les décisions de première instance peuvent faire l'objet d'un recours

Zweitinstanzliche Entscheide, welche die unentgeltliche Rechtspflege ganz oder teilweise ablehnen oder entziehen, können innerkantonal nicht angefochten werden. Gegen zweitinstanzliche Entscheide und gegen kantonale Rechtsmittelentscheide, welche die unentgeltliche Rechtspflege ganz oder teilweise ablehnen oder entziehen, ist vielmehr die Beschwerde in Zivilsachen resp. die subsidiäre Verfassungsbeschwerde an das Bundesgericht zu ergreifen (E. 2) Kantonsgericht (BL) 410 2011 27/SUS del 26.4.2011 in BLKGE 2011-I Nr. 6 p. 45

Valeur litigieuse d'une mesure provisionnelle - Voie erronée de recours - pas de conversion

Bei Entscheiden über vorsorgliche Massnahmen, welche in einem Hauptverfahren ergehen, ist nicht der Streitwert der Klage entscheidend, sondern derjenige der umstrittenen vorsorglichen Massnahme (E. 1). Die ZPO stellt verschiedene Rechtsmittel mit verschiedenen Regeln zur Verfügung. Die Konversion eines Rechtsmittels darf deshalb nicht grosszügig vorgenommen werden, sondern soll nur ausnahmsweise zulässig sein; solche Ausnahmen können etwa bei Vorliegen einer falschen Rechtsmittelbelehrung bestehen, oder wenn unklar ist, welches Rechtsmittel einzureichen ist, oder bei lediglich falscher Bezeichnung (E. 3a). Das Rechtsmittelschrift wird nicht nur im Titel als Beschwerde bezeichnet, sondern auch sonst in der gesamten Eingabe. Überdies werden die Parteien durchgehend Beschwerdeführer und Beschwerdegegnerin genannt. Da in dieser Eingabe weder explizite Beschwerde- oder Berufungsgründe noch Gesetzesartikel der ZPO genannt werden, gibt es keinerlei Hinweise darauf, dass der Rechtsmittelkläger eine Berufung einreichen wollte und das Rechtsmittel lediglich falsch bezeichnet hat. Vielmehr ist aus der genannten Eingabe zu schliessen, dass eben gerade die Einreichung einer Beschwerde beabsichtigt war. Es sind im vorliegenden Fall keine Gründe ersichtlich, aufgrund welcher ausnahmsweise eine Konversion zuzulassen wäre (E. 3c). Obergericht (BL) 410 11 320 del 31.1.2012 (N.B. Sentenza ispirata al processo formulare romano: non condivisibile la mancata conversione di un reclamo in appello, mezzo d'impugnazione perlaltro più ampio. È preferibile l'opinione contraria, ad es. Camera esecuzioni e fallimenti (TI) 14.2011.213 del 25.1.2012 c. 3)

Voie erronée de recours - conversion

La questione del valore litigioso non ha una rilevanza pratica poiché l'errata applicazione del diritto -ossia ciò di cui si duole in concreto la ricorrente - può essere parimenti censurata sia con il rimedio di diritto dell'appello (art. 310 lett. a CPC) che con quello del reclamo (art. 320 lett. a CPC) e poiché sotto questo profilo una conversione dell'uno nell'altro è senz'altro possibile, poiché il termine di ricorso - ossequiato- è il medesimo e poiché, in entrambi i casi, la competenza a pronunciarsi in merito spetta a questa Camera. Come tale, l'impugnazione dell'attrice è così ricevibile (E.3). Camera esecuzioni e fallimenti (TI) 14.2011.213 del 25.1.2012

Voie erronée de recours - conversion

Eine unrichtige Bezeichnung des Rechtsmittels schadet allerdings nicht (Art. 52 ZPO und Art. 18 OR analog). Praktisch ergeben sich kaum Probleme mit einer unrichtigen Bezeichnung, da Frist und Form für Berufung und Beschwerde gleich sind und auch die Kognition des Obergerichts nur wenig unterschiedlich ist. Einzig bei der Frage der aufschiebenden Wirkung besteht eine wesentliche Differenz (Art. 315 gegenüber Art. 325 ZPO); wenn es darauf ankommt, kann ein Hinweis der Rechtsmittelinstanz geboten sein. Das als Beschwerde bezeichneten Rechtsmittels ist daher als Berufung entgegen zu nehmen und zu behandeln (E. 1). Obergericht II. Zivilkammer (ZH) NQ110029 del 5.9.2011

Voie erronée de recours - conversion

Si un appel est interjeté en lieu et place d'un recours, ou vice-versa, et si les conditions de l'acte qui aurait dû être formé sont remplies, une conversion de l'acte déposé en acte recevable est exceptionnellement possible si cela ne nuit pas aux droits de la partie adverse; cette solution vaut aussi si la juridiction de première instance a indiqué de manière erronée des voies de droit selon l'art. 328 let. f CPC (c. 1.2). Cour de Justice Chambre civile (GE) ACJC/1350/2012 del 28.9.2012

Voie erronée de recours - conversion ?

Die Konversion von Rechtsmitteln ist vor allem bei anwaltlich vertretenen Parteien nur mit grösster Zurückhaltung zuzulassen. Zurückhaltung bei der Annahme einer Konversion drängt sich also vor allem dann auf, wenn der angefochtene Entscheid eine korrekte Rechtsmittelbelehrung enthält (E. 1.4). Kantonsgericht (BL) 410 13 58 del 30.4.2013 (N.B. Sentenza ispirata al processo formulare romano: non condivisibile la mancata conversione di un reclamo in appello, mezzo d'impugnazione perlaltro più ampio. È preferibile l'opinione contraria, ad es. Camera esecuzioni e fallimenti (TI) 14.2011.213 del 25.1.2012 c. 3)